



3ª CONFERÊNCIA NACIONAL ENSINO SUPERIOR E INVESTIGAÇÃO

Afirmar o papel estratégico
do Ensino Superior e da Ciência

Contribution au congrès de la FENPROF
Lisbonne, novembre 2011

Enseignement supérieur recherche Les politiques en France: état des lieux, analyses et propositions

Se mobiliser pour une autre Europe

Marc Delepouve
SNESUP-FSU (France)

Partout en Europe, et au-delà dans le monde, l'enseignement supérieur et la recherche sont l'objet d'une transformation néolibérale.

Deux objectifs généraux

En France, mais ce n'est guère très différent dans les autres pays, cette transformation poursuit deux objectifs généraux :

1. Une instrumentalisation au service de la compétitivité économique et des entreprises. L'Union européenne et ses États membres ont fait le choix politique de fondre l'économie européenne dans le marché mondial, un marché mondial qui absorbe sans cesse de nouveaux pans de l'activité humaine. Les nations et les régions sont ainsi soumises à une concurrence sans limite et quasiment sans régulations. Une concurrence où l'innovation et la formation des travailleurs jouent aujourd'hui un rôle déterminant. Nous avons dans ce choix politique de l'Union européenne et de ses États membres une des raisons premières de l'assujettissement de l'enseignement supérieur et de la recherche aux entreprises et à la compétitivité.
2. La fin de l'université en tant que base d'une société libre et démocratique. Le néolibéralisme ne se réduit pas à la politique économique et financière, mais porte un projet de société où la démocratie est anesthésiée, ce que la crise montre avec clarté.

Les moyens, la méthode

La poursuite de ces objectifs repose sur une démarche et sur des moyens – nous en exposons ici quatre parmi les principaux.

1. Développement de la présence et du pouvoir des entreprises

La présence et le pouvoir des entreprises dans l'enseignement supérieur, en fait des entreprises multinationales, se développent par différentes voies :

- Par leur participation renforcée dans les conseils d'administrations des établissements ;
- par la multiplication des fondations ;
- par les Partenariats publics privés (PPP) ;
- Par la participation aux conseils d'agences nationales. En 2005 le gouvernement a créé deux agences nationales, l'une d'évaluation, l'autre de financement. Les conseils de direction de ces deux agences sont composés de personnes nommées par le gouvernement. Une part importante d'entre elles représente les grandes entreprises.

2. Mise en concurrence des universités

Les universités sont mises en concurrence, notamment par la mise en place de l'autonomie de gestion financière et de l'autonomie de gestion des personnels et par la multiplication des appels à projet venant du gouvernement (en particulier autour de programmes dit d'excellence) ou lancés par d'autres acteurs.

3. Financement de la recherche sur projet

Le financement de la recherche sur projet tend à devenir la norme. Il y a d'abord l'agence de financement créée en 2005 qui voit depuis lors augmenter sa part dans le financement total de la recherche alors qu'elle finance exclusivement sur projet.

Ensuite, les financements venant des régions, voire ceux des unités de recherche par les universités, obéissent à la même tendance à la généralisation des financements sur projet.

4. Soumettre les personnels

Participant à la démarche générale de soumission des personnels nous avons une attaque contre les statuts des personnels, une rémunération de plus en plus individualisée, le développement du nombre d'emplois précaires, la mise en compétition pour être reconnu comme excellent, la course au financement, etc.

Évaluation

La transformation néolibérale de la société donne lieu à l'utilisation incessante de trois termes : excellence, qualité, évaluation. Le premier, excellence, est particulièrement utilisé pour l'enseignement supérieur et la recherche, mais il s'agit d'une excellence conditionnée à la satisfaction d'objectifs néolibéraux : participer à l'amélioration de compétitivité économique à court terme ; être en lien avec les entreprises. Les deux autres termes, qualité et évaluation, connaissent une utilisation

pour l'enseignement supérieur et la recherche directement issue du management interne aux grandes entreprises ; ils sont, dans le contexte actuel, des outils redoutables de soumission aux exigences néolibérales.

Au sein de la direction du Snesup une majorité de membres est favorable à une évaluation, mais une évaluation formative, accompagnée ni de sanction ni de récompense. Mais, vu le contexte néolibéral et le cynisme du gouvernement et de nombreux médias liés aux forces néolibérales, toute communication en faveur d'une certaine évaluation est susceptible d'une instrumentalisation au bénéfice de l'évaluation néolibérale. Dans un contexte néolibéral le mot évaluation possède un sens bien précis -contre lequel le SNESUP est opposé – au service de la réduction des coûts et au service du pouvoir néolibéral et de la soumission des personnels.

Se mobiliser pour construire une autre Europe

En Europe la crise montre plus clairement que jamais la brutalité du néolibéralisme et sa nature profondément anti-démocratique. Cette crise nous impose, et c'est maintenant une urgence, une reconstruction de l'Union européenne ou plus exactement la construction d'une autre Europe fondée cette fois-ci sur des bases sociales, respectueuses de l'environnement, démocratiques et solidaires.

Solidaire. En interne tout d'abord. Aujourd'hui les dirigeants de l'Allemagne, et dans une moindre mesure de la France (Au plan européen Nicolas Sarkozy est plus dans la communication que dans le pouvoir), s'instaurent en *maîtres de l'Europe* et imposent l'austérité et des coupes dans les services publics et sociaux. Les domaines de l'éducation et de la recherche ne sont généralement pas épargnés, en particulier dans les pays les plus touchés par la crise financière et les « attaques des marchés financiers », comme nous le voyons au Portugal. Or le développement de ces deux secteurs est une condition de la dynamique économique présente et future. Les *maîtres de l'Europe*, dont l'économie est dominante, imposent ainsi à certains pays européens de plonger durablement dans une situation économique et sociale de seconde catégorie.

Une Europe solidaire en externe ensuite. Il faut mettre un terme à une politique d'échanges internationaux basée sur la seule concurrence et sur une compétition dont on veut nous faire croire que la contrainte est naturelle, alors que celle-ci découle du choix délibéré des gouvernements des États membres de l'UE d'une intégration de l'Europe à un marché mondial totalement dérégulé. L'UE et ses États membres doivent développer des politiques d'échanges avec les pays du Sud, et avec l'ensemble des régions du monde, mais des échanges fondés sur la satisfaction des besoins réciproques des populations et dans un esprit de solidarité.

Pour conclure, quelques mots sur le syndicalisme. La construction d'une Europe sociale, écologique, solidaire et démocratique doit se faire avec les citoyens, avec les salariés et leur organisations syndicales. Les syndicats ont un rôle à jouer. Ensemble les syndicats peuvent et doivent faire des propositions, débattent avec les salariés européens et mobiliser.

Les syndicats de la recherche et de l'enseignement ont là une responsabilité particulière, car la recherche et l'enseignement ont un rôle déterminant à jouer dans la sortie de crise et dans la construction démocratique d'une autre Europe.